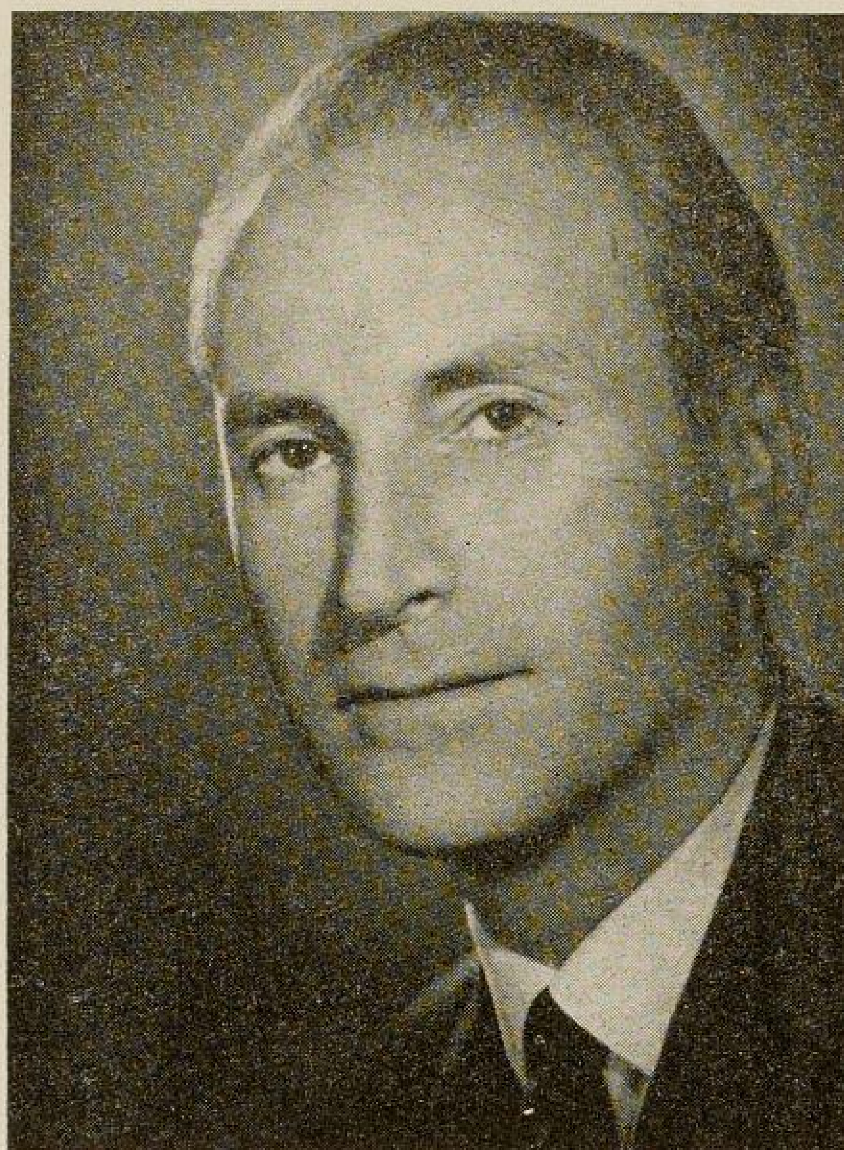


Pierre PICARD

DEPUTE SORTANT

Candidat unique de l'UNION DES REPUBLICAINS

soit, par ordre alphabétique :

1 - Centre National des Indépendants ;
2 - Mouvement Républicain Populaire ;
3 - Parti Libéral Européen ;
4 - Parti Radical et Radical-Socialiste et **Rassemblement Démocratique ;**
5 - Parti Socialiste.

Remplaçant éventuel : **Gilbert BÉTHUNE**
Agent Général d'Assurances
30, Avenue d'Alembert, LIVRY-GARGAN (S.-&-O.)

Pierre PICARD est candidat unique de l'UNION DES RÉPUBLICAINS

Signatures :

pour le Centre National des Indépendants	André MIGNOT *Député-Maire de Versailles*
pour le Mouvement Républicain Populaire	Adolphe CHAUVIN *Sénateur-Maire de Pontoise*
pour le Parti Libéral Européen	Jean-Paul DAVID *Député-Maire de Mantes*
pour le Parti Radical et Radical-Socialiste et le Rassemblement Démocratique .	Jacqueline THOME-PATENOTRE *Député-Maire de Rambouillet* Edouard BONNEFOUS *Sénateur de Seine-et-Oise*
pour le Parti Socialiste	Pierre METAYER *Sénateur de Seine-et-Oise*

Électrices, Électeurs,

Qu'attendent les électeurs de leur Député ? **Qu'il soit fidèle à ses idées ou qu'il demeure inféodé à son parti ?** Qu'il mette tout en œuvre pour que les promesses qu'il a faites soient tenues ou qu'il accepte d'un cœur léger le reniement de ces promesses ?

Telles sont les questions que m'a posées le déroulement des évènements depuis 1958. La réponse m'a imposé la décision la plus cruelle de ma vie. J'ai quitté le parti dont j'avais été l'un des douze fondateurs, cette démission étant d'ailleurs approuvée à une majorité des 7/8e par un vote à bulletins secrets de la section U.N.R. cantonale à laquelle j'avais proposé de me démettre de mon mandat de Député.

Pendant des années et des années, **j'avais appris à défendre et j'avais défendu** une solution fraternelle et démocratique remplaçant l'ancien Empire par une vaste Fédération et une Algérie gardant sous une forme bien déterminée des liens indissolubles avec la France.

Or, j'ai vu les pays de l'Afrique briser leur union communautaire avec la France et ne conserver strictement avec elle que cette sorte de relations qui fait qu'ils nous coûtent aujourd'hui plus cher qu'hier.

Or, j'en suis arrivé à cette constatation que, dès lors que les totales victoires militaires en Algérie ne devaient aboutir qu'à la totale victoire politique du F.L.N., à la misère et au chaos "congolais" où se trouve aujourd'hui plongé ce pays et à l'afflux de bientôt un million de compatriotes réfugiés qu'il faut loger et reclasser, autant vraiment aurait valu faire en 1958 ce qu'on a fait en 1962 et éviter tant de dépenses et, ce qui est bien plus grave, tant de morts inutiles.

J'avais appris à défendre et j'avais défendu l'idée qu'une Europe de plus en plus unie, c'était le progrès dans la liberté, que le Pacte Atlantique, c'était la seule garantie réelle de la paix.

J'ai constaté que le nouvel axe **Paris-Bonn** fractionnait l'Europe et que nos mésententes avec les Etats-Unis fractionnaient l'alliance Atlantique.

J'avais appris à défendre et j'avais défendu des institutions mettant fin au système des partis, et au régime d'assemblées, rétablissant la séparation des pouvoirs et remplaçant les fonctions purement symboliques du Chef de l'Etat par une mission **d'arbitrage suprême** entre les Français trop souvent divisés.

J'ai constaté que la Constitution de 1958 qui était bonne n'avait cessé d'être violée. **On passait d'un extrême à l'autre ;** le déséquilibre entre les pouvoirs subsistait, mais en sens inverse, le Gouvernement se réduisait à un groupe de figurants et le Parlement à une chambre d'enregistrement.

Enfin, **j'avais appris à défendre et j'avais défendu** un idéal social qui élèverait le niveau et par conséquent la dignité de vie de chacun des Français, qui assurerait à nos vieillards une fin de vie décente et donnerait à nos jeunes toutes leurs chances d'avenir.

J'ai constaté ceci : les grèves sont aussi nombreuses que sous la IVe République et rares sont les salariés qui bénéficient de l'expansion économique. Il y a toujours beaucoup de vieillards malheureux et de jeunes désemparés. Il y a, en dehors des salariés, tous les moyens, petits commerçants et artisans menacés dans leurs entreprises et leur droit à la propriété commerciale. Il y a tous ceux qui exercent des professions libérales et qui se voient menacés d'une fonctionnarisation déjà souvent amorcée. Il y a enfin les anciens combattants qui, voient toujours méconnus des droits que la Nation entière tient pour sacrés.

Certes, je ne veux pas assombrir le tableau à l'excès, mais je ne l'estime pas assez probant pour qu'un parlementaire digne de ce nom n'exige pas avant tout d'être rétabli dans son devoir et dans son droit, devoir de défendre les intérêts matériels et moraux de ses concitoyens, **droit d'être écouté quand il le fait ;** car tout parlementaire qui accepterait de n'être qu'une machine à entériner sans contrôle les décisions gouvernementales trahirait sa mission et conduirait le pays à penser à juste titre : "Pourquoi garder un Parlement devenu totalement inutile ?".

Cela dit, qui devait être dit, vous savez que j'ai eu l'honneur d'être désigné comme **candidat unique de l'Union des Républicains.**

Cette Union groupe les cinq grandes formations citées plus haut.

Un accord général sans précédent est intervenu pour mettre fin dans l'avenir à **l'instabilité** et aux **divisions** qui avaient été les défauts majeurs de la IVe République. Selon cet accord, pleinement réalisé en Seine-et-Oise, et signé par les principaux dirigeants des cinq mouvements au nom de leurs Fédérations départementales respectives, un candidat unique est désigné dans chaque circonscription, tout autre qui prétendrait représenter une des formations signataires

étant exclu par celle-ci et dénoncé comme un "**candidat de division faisant le jeu des extrémistes**".

De plus, un engagement solennel **commun** a été pris. En voici les termes qui dessinent les lignes essentielles de la politique également **commune** proposée aux Français :

- Soutenir un gouvernement de législature pour empêcher le retour à l'instabilité ministérielle ;
- Œuvrer pour la réconciliation des Français ;
- Assurer la défense de toutes les libertés et le respect absolu du droit des personnes, en condamnant tout autant les mesures d'exception que les actes de violence de l'O.A.S. ;
- Rétablir l'objectivité de la radio et de la télévision ;
- Mettre un terme aux dépenses de prestige et notamment à celles d'une force de frappe exclusivement nationale ;
- Réaliser une répartition plus équitable d'une économie en expansion et élever le niveau de vie de tous, notamment des plus défavorisés ;
- Donner à la jeunesse française toutes ses chances ;
- Reprendre la construction politique d'une Europe intégrée ;
- Maintenir la cohésion de nos alliances au sein du Pacte Atlantique, garant de la paix.

Voici, en outre, quelques points précis du programme national élaboré par le Parti Libéral Européen, mouvement né tout autant de la volonté des libéraux français de ne pas revenir à la IVe République que du désir d'apporter aux institutions nouvelles leur pleine efficacité.

Programme Social. - a) Le plan d'expansion économique doit être complété par **un plan de progrès social dont le P.L.E. a déposé le projet sur le bureau de l'Assemblée Nationale.**

b) Salaires : Nous voulons :

- Elever la condition matérielle et morale de l'homme ;

- Favoriser la libre discussion entre salariés et patrons d'un véritable contrat de travail assurant :

- la stabilité et la sécurité de l'emploi ;
- la promotion sociale.

c) Les commerçants et artisans, de même que ceux qui exercent des professions libérales, ont droit à leur place dans la Nation. Cela implique notamment pour les premiers le maintien du bénéfice de la propriété commerciale et pour les seconds l'arrêt net de l'évolution qui les conduit tout droit à l'étatisation.

d) La création d'un secteur du troisième âge, tout le monde ayant droit au travail.

Nous demandons :

- l'institution d'un véritable secteur d'activité particulière pour les hommes et les femmes de plus de 50 ans ;

- un statut des emplois à mi-temps pour tous ceux qui ont à compléter leurs ressources.

e) Respect des engagements de l'Etat :

1) L'Etat se doit une fois pour toutes de respecter sa parole, notamment en ce qui concerne la revalorisation, toujours différée, des rentes viagères et l'amélioration du taux des pensions.

En ce qui a trait aux anciens combattants, nous exigeons :

- **le rétablissement intégral de la retraite du combattant et le respect absolu de la loi (rapport constant) ;**
- la mise en œuvre du plan quadriennal prescrit par l'article 55 de la loi de finance pour 1962 ;
- la célébration officielle de l'armistice de 1945 à sa date anniversaire du 8 Mai.

2) La Démocratie n'existe que si la solidarité nationale s'exerce totalement :

- pour **loger** les jeunes ménages et les personnes âgées ;
- pour défendre la famille, cellule de base de la nation ;
- pour fournir aux **rapatriés** tous les moyens leur permettant de retrouver la place à laquelle ils ont droit dans la nation, et notamment, en réparant comme dommages de guerre les préjudices qu'ils ont subis.

Administration. - Nous considérons comme indispensable de maintenir à la France une Administration de qualité qui mérite :

- d'être mieux payée en la rendant davantage responsable de ses actes ;
- d'être équipée comme les entreprises les plus modernes.

L'Administration doit être l'élément moteur au service de la Nation qui facilitera l'activité nationale en la débarrassant de tout ce qui la paralyse.

Education. - Nous réclamons :

- La mobilisation actuelle de tous les moyens scolaires et la revalorisation des traitements du personnel enseignant de façon à assurer un recrutement de qualité de maîtres ayant reçu une véritable formation pédagogique ;
- Le maintien de l'unité de l'Université tout en respectant la liberté, toutes les libertés notamment celle qu'ont les familles de faire donner à leurs enfants l'éducation de leur choix.

Sports, Jeunesse. - Nous réclamons :

- des Maisons de Jeunes et de la Culture dans les villes et les villages ;
- la création de groupes d'activités par quartiers, sous le contrôle d'animateurs pour compléter la journée scolaire et meubler les périodes post-scolaires ;
- une politique nationale du sport éduquant enfin la jeunesse dans le cadre de l'école et de l'armée ;
- un équipement sportif enfin digne de ce nom (notamment dans notre canton du RAINCY !).

Défense Nationale. - Nous proposons :

- une armée de métier pour les unités chargées de l'armement atomique, de l'intervention immédiate, de l'aviation et de la marine ;
- un service militaire ultra-court, pour ne retenir le soldat que le temps strictement nécessaire.

L'alliance du monde libre reste vitale. Ce que les U.S.A. n'ont pas confié à la France seule dont la politique extérieure parait suspecte, nous exigerons qu'ils le confient à l'Europe.

Fiscalité. - La réforme fiscale promise depuis quatre ans n'a pas été réalisée par le Gouvernement.

La permanence du système fiscal actuel perpétue les injustices et les brimades.

Nous mettrons tout en œuvre pour :

- la simplification des formalités ;
- la limitation ou la suppression des déclarations ;
- la réduction du nombre des impositions ;
- une plus juste répartition des charges fiscales entre les Français ;
- la poursuite des études entreprises en ce qui concerne un impôt unique sur l'énergie.

Formation civique des Citoyens et Information. - Nous voulons que chaque citoyen ait une connaissance exacte de ses devoirs et de ses droits, grâce à une information :

- **objective** où chacun assure la responsabilité de ce qu'il dit et ce qu'il écrit ;
- **démocratique**, par la garantie qu'elle apporte à chacun de pouvoir s'exprimer ;
- **libérale** par la suppression du monopole de l'Etat.

Défense de la Commune et des structures locales. - Attachés à la défense des Communes et de la vie locale, nous repoussons toutes les charges qui incombent à l'Etat et pèsent actuellement sur les budgets communaux.

Nous réclamons :

- **l'indépendance budgétaire des communes ;**
- la création d'une caisse nationale d'équipement pour accélérer les réalisations municipales indispensables.

Electrices, Electeurs,

Je suis profondément attaché au Canton du RAINCY. J'ai définitivement installé mon foyer parmi vous, je vis votre vie, je partage vos joies et vos soucis. Je suis quelque peu sceptique sur le "**GRAND DISTRICT**" qui s'est jusqu'à présent manifesté à vous sous la forme **d'augmentation d'impôts plutôt que sous celle d'une amélioration de vos conditions d'existence**, mais, en toutes circonstances, j'ai défendu de toutes mes forces vos intérêts moraux et matériels.

Renouvelez-moi votre confiance.

Je continuerai de tout faire pour m'en montrer digne.

Pierre PICARD

Ancien Chef de Réseau de la France Combattante - Chef de Bataillon de réserve - Chevalier de la Légion d'Honneur - Médaille de la Résistance - Croix de Guerre avec palme (3 citations,

Député sortant du Canton du Raincy

Imp. S. BERNIER, Le Raincy

Vu, le candidat : Pierre PICARD.